

Institutions culturelles fédérales, sur "l'élection de la RDC au Conseil des droits de l'homme de l'ONU" (n° 22342)

- **Mme Fatma Pehlivan au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales, sur "l'agression de Casques bleus au Congo" (n° 22487)**

- **M. Georges Dallemagne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales, sur "l'attaque meurtrière contre les Casques bleus de la MONUSCO" (n° 22508)**

03.01 **Els Van Hoof** (CD&V): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, deze vraag is misschien niet meer zo actueel.

Op 19 oktober werd een visum gegeven aan Lambert Mende, de Congolese minister van Communicatie en Media. Hij was hier op bezoek en had dan ook een visum nodig.

Hij stond nochtans op de beroemde sanctielijst van de Europese Unie, ten aanzien van bepaalde personen uit het Congolese regime. Deze sanctielijst werd verlengd door de Raad van ministers van Buitenlandse Zaken van de Europese Unie. De sanctielijst bepaalt dat de vermelde personen het grondgebied van de Europese Unie niet mogen betreden.

Klopt het dat de heer Mende dat visum heeft gekregen van ons land? Hoe valt dit te rijmen met het feit dat hij is opgenomen op de sanctielijst?

03.02 **Katrin Jadin** (MR): Monsieur le ministre, je vais parler du premier volet de ma question. Je voudrais faire le point avec vous sur le fait que la RDC sera membre du Conseil des droits de l'homme à partir du 1^{er} janvier 2018. On peut évidemment trouver cela contestable. Les États-Unis notamment s'en sont fait fort. Il en va de même pour un certain nombre d'ONG. On comprend tout à fait pourquoi en ces temps-ci, alors que le gouvernement peine à prendre ses responsabilités pour organiser des élections qui auraient déjà dû avoir lieu. Dans un premier temps, je voudrais savoir quelle est la position belge à ce sujet. Certains considèrent que l'Union européenne devrait aussi prendre position par rapport à cela. Il faudrait savoir si oui ou non, il y a une possibilité de revenir sur cette décision.

Ma deuxième question est davantage d'actualité. Vous vous êtes rendu il y a peu en RDC pour

inaugurer notre ambassade. On ne peut pas dire que vous avez bénéficié d'un accueil chaleureux. Donc, de manière plus large, quel est l'état de nos relations diplomatiques avec la RDC et avec le gouvernement en place?

03.03 **Jean-Jacques Flahaux** (MR): Madame la présidente, monsieur le ministre, sans répéter ce qui a déjà été dit, sachant maintenant que les accords de la Saint-Sylvestre ne sont pas réalisés, je vous demande clairement où en est le recensement.

Quelle est votre analyse de l'unité et de la cohérence de l'opposition congolaise dans la situation actuelle? Aujourd'hui, la communauté internationale trouve-t-elle encore en M. Kabila un interlocuteur légitime, d'autant qu'il a l'art de diviser ses partenaires. Je pense même qu'il y a eu un traitement différent vis-à-vis de la délégation belge à New York, ce qui est quand-même "fort de café", si j'ose dire. Dès lors, dans ce contexte, l'heure ne serait-elle pas venue que l'Union européenne, l'ONU et la communauté internationale agissent en usant de tous les leviers de pression sur la personne et l'entourage du président congolais en limitant leurs déplacements internationaux, par exemple, ou encore en gelant leurs avoirs à l'étranger.

Deuxièmement, à propos de l'assassinat des deux experts de l'ONU en RDC - malheureusement, on a vu depuis lors qu'une quinzaine de Casques bleus ont été tués la semaine passée -, les experts de l'ONU en RDC devraient théoriquement bénéficier d'une sorte de protection, même sans être entourés de soldats, mais on voit que ce n'est pas le cas. Ma question date du 16 novembre dernier. Selon vos sources, avez-vous des informations concordantes avec celles des autorités suédoises, qui sont passablement énervées à ce sujet, et avez-vous connaissance d'une réaction du pouvoir congolais suite aux analyses de la Suède sur l'enquête?

03.04 **Stéphane Crusnière** (PS): Madame la présidente, monsieur le ministre, j'ai également deux questions sur la situation au Congo.

La première fait évidemment suite à votre court séjour en RDC, afin d'inaugurer la nouvelle ambassade belge à Kinshasa. Cette inauguration s'est déroulée dans un climat assez tendu entre la Belgique et la RDC. En effet, aucune autorité congolaise n'était présente lors de celle-ci.

Lors de votre déplacement, vous vous êtes exprimé en ces termes: "Nous voulons aider

directement le peuple congolais. Trop souvent, l'argent de la Coopération s'évapore. La Belgique va remettre à plat sa politique de coopération avec le Congo".

Sur le plan politique, la situation en RDC reste préoccupante, notamment à la suite de la publication du calendrier électoral annonçant les élections présidentielles en décembre 2018. Cette annonce a provoqué un tollé dans les partis d'opposition.

Monsieur le ministre, avez-vous pu mener certains contacts politiques et/ou institutionnels lors de votre passage éclair à Kinshasa? Qu'entendez-vous par "la révision de l'aide belge à la RDC"? Une réflexion est-elle déjà entamée avec votre collègue en charge de la Coopération au développement, M. De Croo? Ce processus sera-t-il mené avec transparence, notamment vis-à-vis de la société civile?

Ma deuxième question fait suite à votre entretien, les jours qui ont suivi, avec votre homologue, le ministre des Affaires étrangères congolais, lors du sommet d'Abidjan.

Pouvez-vous me faire un débriefing de votre entretien avec votre homologue, notamment sur les questions d'organisation des scrutins à venir et celles centrales de la liberté d'expression et des droits de l'opposition, alors que, voici quelques jours, nous apprenions que certains opposants auraient été arrêtés?

Dans le cadre de ce débat, je souhaiterais également évoquer le décès des quatorze Casques bleus. Quel est votre regard sur cette situation?

03.05 **Georges Dallemagne** (cdH): Madame la présidente, monsieur le ministre, mes collègues l'ont dit, la situation au Congo devient de plus en plus tendue, notamment à la veille du 19 décembre, date à laquelle en 2016, Kabila aurait normalement dû transmettre le pouvoir à son successeur élu. Malgré qu'elles soient généralement interdites, des manifestations ont lieu un peu partout dans le pays et les opérations de répression de ces manifestations sont de plus en plus brutales.

Pas plus tard que le 30 novembre dernier, la police a utilisé des gaz lacrymogènes à Kinshasa pour disperser des manifestants qui demandaient l'organisation d'élections. Il a même été fait état de tirs à balles réelles. Plusieurs dizaines de sympathisants de l'opposition, dont des

responsables de l'UDPS et le député Martin Fayulu, ont été arrêtés, et plusieurs d'entre eux ont expliqué avoir été tabassés par les forces de police.

Plusieurs de ces arrestations et actes de répression semblent être le fait du major Augustin Numbi, dont les observateurs soulignent qu'il excelle dans les arrestations arbitraires, la torture et les violations des droits de l'homme. Malheureusement, il ne s'agit là que d'un exemple, le plus récent, d'une dynamique répressive de plus en plus violente de la part du régime du président Kabila.

Un autre exemple, tout aussi inquiétant, est celui révélé par Human Rights Watch. Selon cette ONG, des officiers supérieurs des forces de sécurité congolaises ont recruté, en Ouganda et au Rwanda, des rebelles du M23 pour réprimer les manifestations anti-Kabila, tandis que d'autres ont reçu une formation spéciale pour défendre le président Kabila hors mandat. Au moins 200 rebelles ont répondu à cet appel et ont ensuite été intégrés à des unités de la police, de l'armée et de la garde républicaine. Toujours selon Human Rights Watch, les ex-rebelles du M23 ont alors été envoyés à Kinshasa, Goma et Lubumbashi et ont reçu l'ordre de tirer à la moindre provocation des civils.

Monsieur le ministre, de quelles informations disposez-vous concernant la répression à l'encontre des opposants politiques à Kinshasa et ailleurs en RDC? Confirmez-vous les événements du 30 novembre que je viens d'évoquer? Confirmez-vous aussi les graves révélations de Human Rights Watch concernant le recrutement d'ex-rebelles du M23 dans le but de réprimer brutalement les manifestations d'opposants démocratiques? Quelles actions la Belgique a-t-elle initiées ou compte-t-elle entreprendre pour tenter de faire cesser ces violations répétées des droits de l'homme et de la liberté d'expression au Congo?

J'en viens à ma deuxième question. Le 16 octobre dernier, la République démocratique du Congo a été élue au conseil des droits de l'Homme de l'ONU. L'Assemblée générale de l'ONU devait en effet désigner, pour un mandat de trois ans, 15 nouveaux membres sur les 47 que compte ce Conseil. La RDC a recueilli 151 voix sur 193 votes. Pour rappel, pour les quatre sièges alloués à l'Afrique, le groupe de pays africains s'était mis d'accord il y a quelques mois pour proposer la RDC, l'Angola, le Nigeria et le Sénégal. Comme c'est hélas de tradition pour ce

genre "d'élections", il n'y avait aucun choix ni concurrence possible.

Pourtant, les militants congolais de l'opposition, les défenseurs des droits de l'homme et plusieurs ONG, dont *Human Rights Watch* avaient mené une campagne très active contre cette élection. Ainsi, pas moins de 157 associations congolaises avaient appelé les États membres de l'ONU à voter contre Kinshasa parce que les violations des droits de l'homme se sont multipliées depuis un an au Congo.

En outre, ce Conseil que va donc rejoindre la RDC a déjà lancé deux enquêtes sur les atrocités commises dans la région du Kasai par les forces armées gouvernementales et des milices. Les États-Unis se sont d'ailleurs très clairement opposés à cette candidature et ont condamné l'élection du Congo.

Monsieur le ministre, ma question est simple: quelle a été la position de la Belgique lors de ce vote et qu'est-ce qui l'a justifiée? Quel a été le vote de nos principaux partenaires européens? Y a-t-il eu une concertation préalable au sein de l'Union européenne sur une éventuelle position commune à défendre lors de ce vote? Enfin, comment les institutions onusiennes pourraient-elles se réformer afin d'éviter que ce genre de vote scandaleux puisse se répéter à l'avenir? Que propose la Belgique en la matière?

Ma troisième question a trait à l'assassinat et à l'attaque du 7 décembre dernier durant laquelle au moins quinze Casques bleus tanzaniens ont été tués et 53 autres blessés par des hommes armés, lors d'une opération longue et bien organisée contre une base de la MONUSCO à Semuliki, dans la province du Nord-Kivu. Il s'agit là de la pire attaque contre des Casques bleus depuis les combats en Somalie et l'attaque, le 5 juin 1993, qui avait fait 24 morts. N'oublions pas non plus les dix Casques bleus belges tués à Kigali le 7 avril 1994.

L'ONU pointe la responsabilité de membres présumés des ADF (*Allied Defense Forces*), un groupe armé ougandais actif dans la région. Au moins quatre Casques bleus tanzaniens avaient déjà été tués en septembre et octobre derniers par cette milice dans la région de Beni. Présents dans l'Est de la RDC depuis 1995, les ADF y ont perduré grâce au pillage des ressources, mais aussi, selon plusieurs rapports d'ONG, en consolidant leurs liens avec divers réseaux - commerçant, politique et militaire dans le Nord-Kivu.

Ils ont aussi multiplié les exactions contre les populations locales. Depuis trois ans, ce sont plus de 1 500 personnes qui ont été tuées dans cette région.

Le 7 décembre dernier, il semble donc que les Casques bleus belges étaient spécifiquement visés. Depuis lors, l'ONU a annoncé qu'elle avait été décidé d'intensifier les opérations pour les combattre.

Monsieur le ministre, disposez-vous de plus d'informations sur cette attaque récente? Pourquoi les militaires de la MONUSCO ont-ils été victimes d'une telle attaque d'un groupe armé rebelle contre leur base? En sait-on plus aujourd'hui sur l'identité des assaillants et leurs objectifs? Quel est le rôle des forces armées congolaises dans cette région face aux différents groupes armés qui y sévissent?

Des enquêtes de chercheurs étrangers ont montré que des soldats congolais ont parfois compté parmi les tueurs tandis que l'armée de la République démocratique du Congo a souvent péché par manque de réactivité quand les attaques lui étaient signalées. Quelle est votre analyse à ce propos? Qu'en est-il en ce qui concerne les attaques récentes contre la MONUSCO?

Ces violences pourraient-elles être utilisées par le régime pour justifier des nouveaux retards dans l'organisation des élections? La Belgique compte deux officiers au sein de l'état-major de la MONUSCO. Vu la situation sur le terrain, le drame qui vient de frapper ces Casques bleus, la persistance des attaques et des exactions et les difficultés auxquelles sont confrontées les forces actuelles de la MONUSCO, la Belgique compte-t-elle renforcer son soutien à cette importante mission de l'ONU?

Des demandes spécifiques ont-elles été formulées à l'égard de la Belgique? Envisageons-nous un appui plus important au niveau de la logistique, du soutien technologique ou même des effectifs?

Je vous remercie.

03.06 **Els Van Hoof** (CD&V): Mijnheer de minister, de inleiding werd al door mijn collega's gegeven.

Uw ontmoeting met de Congolese homolog in onze ambassade in Abidjan was belangrijk in onze

relaties met Congo. De voorbije week vond ook de vergadering van de Europese Raad met de ministers van Buitenlandse Zaken plaats, met een verlenging van de conclusies van de vorige raad. Het is van belang om te weten hoe de Belgische regering en de Europese Unie staan tegenover de nieuwe kieswet en de ngo-wet die de inperking van de democratische vrijheden aankaart.

De vraag is hoe de internationale gemeenschap omgaat met de garanties die zullen worden opgelegd aan Congo inzake het verkiezingsproces. Heeft België al in een budget voorzien voor de verkiezingen? Welke garanties worden daaraan gekoppeld vanuit de internationale gemeenschap?

In de resolutie die in de Kamer werd goedgekeurd, werd aangekaart dat wij voor een heroriëntering van de Belgische ontwikkelingssamenwerking zijn. De bevolking in Congo heeft het vandaag zeer moeilijk. Men kan moeilijk oppositie voeren met een lege maag. Het is van belang dat wij inzetten op een ontwikkelingssamenwerking die rechtstreeks tot de bevolking is gericht.

U hebt op een consequente manier aangekondigd dat de ontwikkelingssamenwerking wordt geheroriënteerd. Zijn ter zake al pistes met de Congolese partner besproken?

03.07 **Fatma Pehlivan** (sp.a): Mijnheer de minister, op 8 december zijn tijdens een verrassingsaanval in de Democratische republiek Congo 14 VN-Blauwhelmen van Tanzaniaanse origine gestorven. Nog eens 40 andere soldaten raakten gewond. Ook soldaten van het Congolese nationale leger verloren het leven bij de gevechten.

De aanvallers waren, volgens de meest betrouwbare bronnen, lid van de Allied Democratic Forces, een rebellengroep die actief is in Congo en Oeganda. Deze groepering is ook genoemd als een van de mogelijke daders bij de slachtpartij die enkele jaren geleden plaatsvonden in de streek van Beni in Oost-Congo waarbij ruim 1 000 mensen het leven lieten.

Deze aanval op een VN-kamp in Oost-Congo, begaan door de ADF, is bovendien geen primeur. De ADF viel in oktober ook al een groep VN-Blauwhelmen aan waarbij 2 doden vielen en 18 gewonden.

Mijnheer de minister, de ADF, dat reeds verantwoordelijk is voor verschillende oorlogsmisdaden, lijkt zich nu meer en meer tegen

de aanwezigheid van MONUSCO te keren. Is dit een escalatie van één groepering of zijn ook andere rebellengroepen en milities meer actief de laatste maanden? Welke impact zal deze aanval op de werking van MONUSCO hebben, dat reeds de duurste en grootste operatie van de VN-Blauwhelmen is op dit moment? Dient er een verandering van strategie te komen en zal België daarover ook een standpunt innemen?

Deze aanval heeft wel het gevoel van onveiligheid in de streek verhoogd. Welke impact zal dit hebben op het organiseren van de verkiezingen in Congo?

03.08 **Didier Reynders**, ministre: Je vous remercie pour l'ensemble de ces questions sur la situation en RDC. Je voudrais d'abord revenir sur ma récente visite et l'inauguration de notre nouvelle chancellerie, comme sur la situation générale.

J'ai eu l'occasion de me rendre en RDC afin d'y inaugurer notre nouvelle chancellerie le 27 novembre dernier. Cette inauguration a permis de mettre en valeur, de très belle façon, les liens entre nos peuples, mais aussi de mettre en avant un bâtiment permettant à nos diplomates et aux diplomates néerlandais de travailler dans de meilleures conditions. J'ai noté la présence de représentants de la majorité et de l'opposition – c'est une bonne chose – à côté des forces vives qui contribuent à la relation entre nos deux peuples: société civile, entrepreneurs, étudiants. D'ailleurs le président de la CENI était également présent.

Je suis persuadé qu'après la fin des mandats constitutionnels, c'est surtout le peuple congolais qui détient la souveraineté nationale, même s'il faut continuer à maintenir les contacts avec les autorités en place. Le matin même de cette visite, j'ai pu m'entretenir avec les représentants de la CENCO et de la société civile ainsi qu'avec mon homologue congolais, à Abidjan, lors d'un déjeuner à la résidence de notre ambassadeur. J'ai aussi eu des entretiens en marge des réunions ministérielles de la francophonie à Paris, et du sommet Europe-Afrique à Abidjan avec des pays de la région: l'Angola, l'Ouganda et le Gabon, par exemple, ainsi qu'avec d'autres partenaires comme la France.

In de plenaire vergadering zei ik al dat ik in Kinshasa duidelijk meegedeeld heb dat België geëngageerd blijft, geen kamp kiest en aan de zijde van de Congolese bevolking staat. Ik vond het belangrijk om ook een volkswijk in Kinshasa te

bezoeken om onze solidariteit te betonen, want de bevolking leeft er vaak in bijzonder precaire omstandigheden. Ik bracht ook een politieke boodschap: nu er een kalender is, moet het verkiezingsproces geloofwaardig worden gemaakt en moet het vertrouwen worden hersteld.

À la suite de la publication d'un calendrier par la CENI et à l'approche de la fin du recensement, qu'on nous annonce – mais ce n'est pas la première fois – pour la fin du mois de janvier, je comprends la déception de nombreux observateurs qui auraient souhaité des dates plus rapprochées.

En ce qui nous concerne, nous consacrons toute notre énergie à tenter d'obtenir des garanties quant au respect des échéances et quant à celui des conditions du processus électoral – qui doit être équitable, mais aussi suffisamment inclusif et consensuel. Il importe en effet que les fameuses mesures dites "de décrispation" prévues dans les Accords de la Saint-Sylvestre puissent entrer en vigueur. En clair, cela signifie qu'un grand nombre de candidats doivent réellement pouvoir se présenter et qu'il convient que l'espace public soit suffisamment ouvert pour permettre un véritable débat démocratique à l'occasion des élections au Congo.

Au cours de mon dernier entretien à Abidjan avec mon collègue Léonard She Okitundu, j'ai insisté sur la crédibilisation du processus électoral et sur la nécessité d'ouvrir cet espace public de libre expression. J'ai aussi indiqué que la loi sur les ONG nous inquiétait. C'est nécessaire pour organiser des élections dans de bonnes conditions. Mon interlocuteur en a pris bonne note et s'est dit confiant dans la capacité d'organiser ces élections.

Je reste convaincu que l'organisation des scrutins dans un délai très bref contribuera à étendre le consensus parmi les acteurs congolais. On ne peut pas aller, comme c'est le cas pour l'instant, de report en report. La date du 23 décembre 2018 est déjà tardive. On ne pourra envisager de différer encore davantage les scrutins.

Het komt de Congolese actoren toe om te bepalen welke de voorwaarden zijn, maar alles moet eerlijk verlopen. Er moeten garanties komen dat de voorgestelde data ten minste zullen worden gerespecteerd, dat het proces eerlijk zal verlopen en dat de rechten en de vrijheden worden hersteld. De internationale gemeenschap moet verder druk blijven uitoefenen, liefst op gecoördineerde wijze tussen de EU, de Afrikaanse

Unie en de landen in de regio en andere internationale partners.

La Belgique a été très engagée dans la négociation des conclusions du dernier Conseil Affaires étrangères de l'Union européenne. J'ai d'ailleurs été le seul à, à nouveau, intervenir sur la situation en RDC à l'occasion de notre réunion de ce lundi.

Dans la foulée, avec mon collègue le ministre de la Coopération, nous avons salué les conclusions adoptées par le Conseil, lundi dernier. Ces conclusions soulignent la nécessité d'organiser des élections libres et crédibles en RDC et rappellent la volonté de l'Union européenne de contribuer au processus électoral pour autant que des mesures nécessaires soient prises afin de garantir la crédibilité du processus tant sur le plan technique qu'en ce qui concerne l'ouverture de l'espace démocratique. Rappelons que l'engagement premier doit venir des autorités congolaises elles-mêmes. La position européenne correspond donc tout à fait à la position que j'avais eu l'occasion d'exprimer lors de ma visite à Kinshasa et de mon entretien avec mon homologue congolais.

La Belgique a décidé de réserver, dans un premier stade et en appui aux élections, cinq millions d'euros qui pourront être libérés dès que ces conditions seront réunies. Elle encourage ses partenaires à agir dans le même sens en restant très attentifs aux engagements des autorités congolaises. J'ai d'ailleurs eu l'occasion de rencontrer le responsable des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, M. Lacroix, avec lequel nous avons évoqué le soutien que la MONUSCO pourrait évidemment à nouveau très fortement apporter à l'organisation logistique des élections.

Ik heb ten slotte mijn Congolese ambtgenoot, She Okitundu, uitgenodigd om samen met de Congolese minister van Coöperatie naar België te komen om met collega-minister Alexander De Croo en mijzelf een samenwerking met België in brede zin te bespreken. Mijn collega heeft zich daartoe bereid verklaard en vroeg dat die vergadering zou worden voorbereid door experts. De vraag luidt vooral wat er in de huidige zeer moeilijke omstandigheden nog met Congo kan worden gedaan en welke garanties er kunnen worden geboden.

J'ai eu l'occasion d'en parler avec mon collègue en charge de la Coopération et des contacts sont en cours pour préparer ces réunions d'experts et

politiques. L'essentiel est de s'assurer d'un soutien continu et efficace aux populations. Je l'ai rappelé lors de ma visite dans différents quartiers de Kinshasa. Déjà dans la capitale, on voit qu'une bonne partie de la population est dans une situation de plus en plus précaire.

Des contacts avec la société civile sont indispensables dans cette réflexion. Nous aurons l'occasion de revenir avec des propositions concrètes en la matière pour voir comment remettre à plat – termes que j'ai utilisés avec mon collègue congolais – notre coopération.

Je reviens sur la répression des manifestations en RDC. Je suis comme vous inquiet des arrestations d'opposants qui ont eu lieu ces derniers jours. J'avais lancé un appel à Kinshasa à garantir le droit de tous de manifester paisiblement. Comme je l'ai constaté sur place, toutes les manifestations ne sont pas interdites. À l'occasion de l'inauguration de l'ambassade, une manifestation avait été organisée le long de nos murs. C'est au moins un signal que l'on peut retenir avec un brin d'humour.

L'Union européenne avait au préalable indiqué qu'elle était vivement préoccupée par les récentes déclarations attribuées à des responsables des forces de police congolaises et des gouverneurs ayant annoncé, de manière anticipée, la perturbation de manifestations pacifiques organisées par la société civile et des partis d'opposition ce 15 novembre. De telles déclarations ne correspondent pas aux principes démocratiques et au respect de la liberté d'expression et de réunion.

Nous avons, comme vous, pris connaissance du rapport de Human Rights Watch sur le recrutement par des officiers supérieurs des forces de sécurité en RDC de plus de 200 anciens combattants rebelles du M23 venant des pays voisins pour réprimer des manifestations contre le président Kabila, en décembre 2016. Nous n'avons pas encore pu procéder à un examen détaillé mais il semble important que le bureau conjoint des Nations Unies et le groupe d'experts de l'ONU se saisissent de cette question, comme cela a été le cas par le passé. Et, comme rappelé dans les conclusions de l'Union européenne, la responsabilité individuelle des personnes concernées pourrait être mise en cause. J'avais déjà évoqué cette responsabilité individuelle lors d'un précédent voyage à Kinshasa en mettant en garde clairement les responsables de services de sécurité en la matière.

Maintenant en ce qui concerne l'assassinat de deux experts de l'ONU.

Op 29 maart heb ik in een persbericht mijn verontwaardiging geuit over het overlijden van twee leden van de VN-expertengroep in de provincie Centraal-Kasaï. Michael Sharp en Zaida Catalan waren daar samen met hun Congolese begeleiders verdwenen. Ik heb mijn medeleven betuigd aan hun families, vrienden en collega's en heb hulde gebracht aan hun strijd voor de verdediging van de waarden van de Verenigde Naties.

Il est primordial que les responsables soient jugés et que de tels actes ne restent pas impunis. Il revient aux autorités de deux pays dont sont issues les victimes de définir les modalités d'instruction qu'elles privilégient. En mai 2017, l'auditorat général de la RDC a fait savoir que l'instruction préliminaire concernant la mort des deux experts était terminée.

D'après mes informations, le juge d'instruction suédois en charge du dossier a immédiatement fait savoir que cela ne mettait pas fin à l'enquête suédoise. Au niveau onusien pour l'heure, une enquête administrative, *board of inquiry*, créée par le secrétariat, a été mise sur pieds. Les Nations Unies ont aussi proposé leur soutien aux enquêtes sur l'assassinat de ces deux experts du Conseil de sécurité et à la traduction en justice des responsables. J'ai demandé aux ambassades à Stockholm et Washington et à notre représentation permanente à New York d'indiquer notre disponibilité à coopérer et l'Union européenne a, dans ses conclusions, indiqué qu'elle soutenait l'appui des Nations Unies à cette enquête.

Je rappelle dans tous les contacts avec les autorités congolaises la nécessité d'avancer dans ces enquêtes et de pouvoir traduire les responsables en justice.

Wat betreft het humanitair visum van de Minister van Media, de heer Lambert Mende, het volgende.

Lambert Mende a sollicité auprès de mes services une dérogation au régime de sanctions européennes qui pèsent sur lui pour des raisons humanitaires urgentes, afin de pouvoir rendre visite à sa mère, fort malade, en Belgique.

Après en avoir averti les autres États membre de l'Union européenne et en l'absence d'opposition de leur part dans le délai juridiquement imparti par le régime de sanctions sur la RDC, il lui a été

accordé un visa humanitaire. Ce visa était destiné à couvrir un séjour d'une durée limitée sur le seul territoire belge, uniquement dans le cadre d'une visite de moins d'une semaine à sa mère malade en Belgique, ce qui ne lui permettait pas d'avoir d'autres contacts, par exemple de nature politique. Il lui a été clairement communiqué qu'il était dans son propre intérêt de s'en tenir strictement à ces conditions.

Nous sommes pour le respect scrupuleux des sanctions, y compris en ce qui concerne les dérogations. On ne peut pas plaider pour le respect de l'État de droit au Congo et nous-mêmes enfreindre nos propres règles et refuser un visa à quelqu'un qui vient visiter une mère malade, alors que tous les critères sont réunis et que les partenaires de l'Union européenne ont été consultés.

Wij zullen in dezelfde richting voortgaan maar met een zeer strikte toepassing van alle criteria. Een of ander probleem met betrekking tot de verschillende condities zal bijgevolg een zeer sterke reactie veroorzaken.

Wat betreft de toetreding van de DRC tot de Mensenrechtenraad, u weet dat de stemmingen over kandidaturen geheim zijn en dat het niet tot de traditie behoort om hierover gedetailleerde publieke verklaringen af te leggen. Ik kan u wel zeggen dat ons land groot belang hecht aan de oprichtingsresolutie van de Mensenrechtenraad die bepaalt dat de lidstaten van de VN, bij de verkiezing van raadsleden, rekening houden met de bijdrage van de kandidaat aan de bevordering en de bescherming van de mensenrechten, en met hun vrijwillig engagement.

Cette même résolution prévoit également que les membres élus du Conseil observeront les normes les plus strictes en matière de promotion et de défense des droits de l'homme et coopéreront pleinement avec le Conseil. C'est évidemment en fonction de ce critère que la Belgique opère ses choix.

Dat de DRC werd verkozen, is te wijten aan een kiessysteem dat voorziet in een aantal voorbehouden plaatsen per regionale groep. In de Afrikaanse groep liet dit toe om *clean slates* te hanteren. Dat wil zeggen dat er in deze regionale groep evenveel kandidaten als zetels waren. Het gebruik van *clean slates* bij dergelijke stemmingen wordt betreurd door de Europese Unie. De DRC kreeg trouwens ongeveer 30 stemmen minder dan de andere kandidaten van de Afrikaanse groep. Dat is uiteraard al een belangrijk signaal, ook

vanuit België.

Par contre, je ne sais pas pour qui ont voté les autres membres de l'Union européenne car le vote reste secret, dans quelque pays que ce soit. Pour nous, comme je viens de le dire, le signal a été très clair, en ce compris venant de la Belgique. Pour ce qui est des autres pays de l'Union européenne, je ne peux vous en dire davantage. Je ne sais d'ailleurs toujours pas exactement pour qui la Suède a voté ou non, dans le cadre d'un vote que nous avons beaucoup évoqué devant votre commission puisque la seule procédure qui a été suivie en Suède est une procédure de concertation confidentielle entre les responsables politiques du pays sous la présidence du Roi, mais sans qu'on ne communique sur le vote que la majorité suédoise, que vous connaissez bien, a exprimé à cette occasion.

En 2017, deux résolutions consacrées à la situation en RDC, l'une sur les Kasaï et l'autre à portée plus générale, ont été adoptées, ce qui a permis de garder la RDC en haut de l'agenda du Conseil. Il faut aujourd'hui espérer que la présence de la RDC au sein du Conseil des droits de l'homme offre l'occasion de mettre la RDC devant ses responsabilités en matière de droits de l'homme et de l'encourager à améliorer le respect et la protection des droits fondamentaux dans le pays. C'est en tout cas ce que mon homologue a promis. J'ai eu l'occasion d'évoquer le problème avec lui.

La Belgique restera vigilante, en particulier en ce qui concerne la coopération des autorités congolaises avec l'enquête indépendante des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme au Kasaï.

De aanval op de blauwhelmen in Congo vond plaats in de nacht van 7 op 8 december op een VN-basis in Semuliki bij Beni in Noord-Kivu en daarbij zijn minstens veertien doden en een veertigtal gewonden gevallen onder het Tanzaniaans militair VN-personeel. Bij die aanval kwamen ook minstens vijf Congolese regeringssoldaten en een niet nader genoemd aantal rebellen om. Er zijn ook drie vermisten. Het gaat om de ergste aanval tegen de VN van de voorbije jaren. Ik heb op diezelfde dag nog mijn medeleven betoond met de nabestaanden.

Die laffe daad, gepleegd tegen mensen die zich inzetten voor vrede, mag niet ongestraft blijven. Ons land pleit dan ook voor een onafhankelijk VN-onderzoek, zodat de verantwoordelijken kunnen worden berecht. De VN aarzelt om de identiteit

van de daders te bevestigen. Het vermoeden bestaat dat het om een aanval van ADF-rebellen gaat, maar dat werd niet bevestigd. Hoe het komt dat er zulke zware wapens werden gebruikt, is ook onduidelijk.

In Beni vonden er spontane demonstraties plaats tegen de toenemende onveiligheid in de regio. Het incident onderstreept nog maar eens de fragiele veiligheidssituatie in Noord- en Zuid-Kivu en de toename van activiteiten van gewapende groepen. Hoewel er op zich geen band is met de pre-electorale context, onderstreept het de noodzaak van een legitieme regering na geloofwaardige verkiezingen om de verschillende problemen duurzaam aan te pakken.

La lutte contre les groupes armés implique aussi qu'on s'attaque à toute forme de complicité, y compris politique, surtout à la lecture de certains rapports récents.

Ook de VN moeten daaruit lessen trekken. Hoe kunnen militaire basissen beter beschermd worden? En vooral: hoe kan de MONUSCO zich beter concentreren op haar twee kerntaken, namelijk de bescherming van burgers en steun aan de organisatie van geloofwaardige verkiezingen? Daarvoor zijn middelen nodig. België pleit er binnen de VN voor om voldoende middelen in Congo te behouden.

Nous n'avons pas reçu de demande spécifique de la MONUSCO pour un renforcement de notre appui mais je suis ouvert à ce débat si une demande nous était formulée de la part des Nations Unies.

Madame la présidente, chers collègues, je résume en vous disant que nous ne sommes pas pleinement heureux de la date annoncée pour les élections. Elle est fort tardive. Cela étant, il faut prendre cette date au mot et essayer de rendre crédible le processus électoral. Cela dépend tout d'abord d'un investissement des autorités congolaises elles-mêmes.

Wij wachten op een begroting van de Congolese regering, alsook op een aantal nieuwe wetten van het Congolese Parlement, om zo snel mogelijk een correcte organisatie van de verkiezingen te kunnen realiseren. Dan zal het perfect mogelijk zijn voor de internationale gemeenschap om hulp te geven. België heeft al in een bedrag van 5 miljoen euro voorzien, maar het is ook mogelijk om meer te doen op logistiek vlak, zeker met de MONUSCO en een aantal andere partners.

À côté de ce processus électoral que nous devons tenter de rendre le plus crédible possible, la situation sécuritaire reste particulièrement préoccupante, ainsi que la situation humanitaire. C'est ce qui fait que nous allons tenter de remettre à plat notre coopération avec la RDC pour voir comment on peut venir en aide directement à la population, qui se trouve dans une situation particulièrement compliquée.

03.09 **Els Van Hoof** (CD&V): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw uitgebreid antwoord en uw consequente houding ten aanzien van Congo de afgelopen twee jaar. Wij kunnen dit alleen maar aanmoedigen.

Ik ben ook tevreden met de conclusies van de Europese Raad van minister van Buitenlandse Zaken. Dit betekent een verlenging van de vorige conclusies aangezien die sterk en goed werden geformuleerd. Het gaat hierbij over het vrijwaren van rechten en vrijheden, het vragen van garanties en het opleggen van sancties. Het is een goede zaak dat België erin slaagt achter de schermen die rol te spelen en de Europese Unie op één lijn blijft houden ten aanzien van Congo. Ik weet dat dit de laatste tijd zeker geen sinecure is.

Het is ook goed dat u de bevolking, die het zeer moeilijk heeft, echt centraal stelt. Zij rekenen op de internationale gemeenschap. Het is fijn dat u de ministers van Ontwikkelingssamenwerking en Buitenlandse Zaken vraagt om te bekijken hoe de bevolking kan worden tegemoetgekomen. Bovendien zal worden bekeken hoe de Belgische ontwikkelingssamenwerking kan worden aangewend voor humanitaire doeleinden zodat de mensen toegang hebben tot gezondheid, onderwijs en werk.

Het feit dat u 5 miljoen euro uittrekt voor de verkiezingen, weliswaar verbonden aan garanties, is ook een sterk signaal. Daaruit blijkt immers dat wij bereid zijn om te steunen. Wij zijn de eersten die een budget op tafel leggen. Wij vragen echter de garantie dat de verkiezingen inclusief, eerlijk en rechtvaardig verlopen.

Ik moedig u dan ook aan om hetzelfde spoor te blijven volgen, ook al weet ik dat het niet evident is. Wij moeten bovendien waakzaam blijven. Wat zal de houding zijn van de Afrikaanse Unie? De nieuwe voorzitter wordt Kagame. Het wordt interessant te vernemen welke houding de Afrikaanse Unie volgend jaar zal aannemen ten aanzien van Congo.

Ook de Europese Unie blijft interessant. Het is

goed dat u erin bent geslaagd om de Unie op één lijn te houden want Frankrijk is sinds het aantreden van Macron een andere weg ingeslagen ten aanzien van Congo. Het blijft moeilijk om de Fransen in het gelid te houden en ervoor te zorgen dat de Europese Unie sterk uit de hoek blijft komen ten aanzien van Congo.

Men weet ook nooit wat er gebeurt in de Verenigde Staten. Onder Trump is er geen positieve evolutie waar te nemen ten aanzien van Afrika.

Waakzaamheid blijft hoe dan ook geboden ten aanzien van de internationale partners, maar ook ten aanzien van de Congolezen zelf. Deze laatste voeren immers een verdeel-en-heerspolitiek op het terrein. Zij proberen de oppositie uit elkaar te spelen door de inzet van militairen tegen de eigen bevolking.

Ook op het niveau van de internationale gemeenschap proberen zij verschillende clans uit elkaar te rukken. De CENCO wordt eveneens uit elkaar gerukt.

De situatie is dus echt niet evident, maar ik vind het toch goed dat België een sterke en consequente houding blijft aannemen. Ik meen dat wij nog geregeld in debat zullen gaan om u in uw houding te ondersteunen.

03.10 Katrin Jadin (MR): Monsieur le ministre, je vais aller un peu dans la même direction que ma collègue en vous félicitant d'abord pour la position courageuse de la Belgique. On le sait, depuis le début de la crise au Congo, la position de notre pays demeure constante. Je voudrais aussi vous féliciter, monsieur le ministre, par rapport aux efforts que vous avez menés pour "garder le cap" au niveau de la communauté internationale - cela a été dit aussi par ma collègue, Mme Van Hoof -, pour garder une position aussi univoque sur la crise au Congo. Nous la maintenons avec tous les acteurs, que ce soit de la vie politique ou de la société civile. Pour l'avenir de la République démocratique du Congo, c'est évidemment un signe fort, très important! De même, vous avez manifesté la volonté de notre pays de participer au financement de l'organisation des élections moyennant certaines garanties.

Bien sûr, sur l'échiquier international, certaines positions ne me semblent pas claires et nous aurons l'occasion d'en reparler, j'en suis certaine. On évoquait la position des États-Unis qui, sur la RDC mais aussi de manière générale, n'a pas l'air

très précise, ne semble pas très intéressée, en l'occurrence, ce qui laisse donc encore sous-entendre que nous aurons pas mal de questions et de sujets à aborder dans les mois à venir.

03.11 Jean-Jacques Flahaux (MR): Monsieur le ministre, je tiens également à vous remercier pour vos réponses.

Cela dit, avec le Congo, on aurait a priori tendance à immédiatement baisser les bras face à la complexité du problème, d'autant que ce pays est pris dans une espèce de jeu de Stratego mondial dans lequel les grands pays se font de moins en moins de cadeaux. La Chine joue un jeu pas très "catholique", si j'ose dire, en Afrique et n'a aucun état d'âme quand elle exploite toutes les ressources possibles et inimaginables, ce au moindre coût. Ce faisant, le président actuel qui a toujours joué la carte "diviser pour régner" peut encore plus l'utiliser qu'auparavant.

Par ailleurs, ce pays connaît une situation dramatique. En effet, alors qu'il est, sans doute, potentiellement le plus riche au monde en termes de ressources minières etc., l'écrasante majorité de sa population vit dans un état de pauvreté terrible. Alors que des améliorations économiques avaient été enregistrées au début du règne du jeune Kabila, la situation s'est terriblement détériorée. C'est assez affolant!

Monsieur le ministre, votre rôle est extrêmement difficile car, au sein de l'Union européenne, les grands pays ou, du moins, ceux qui estiment encore l'être ne vous facilitent pas toujours les choses. Il faut compter avec la Françafrique, même si le Congo n'a jamais fait partie des anciennes colonies françaises. Il n'est donc pas évident d'avoir une politique coordonnée en la matière.

En tout cas, je suis conscient des efforts que vous menez au quotidien pour parvenir à convaincre, ce dont je vous remercie.

03.12 Stéphane Crusnière (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour ce point complet de la situation. Nous en avons déjà beaucoup parlé. C'est toujours très intéressant de pouvoir refaire le point au sein de cette commission sur la situation en RDC, surtout après les contacts que vous avez menés ces derniers jours.

Je partage à 100 % votre volonté de rendre crédible le processus électoral. C'est évidemment la priorité pour nous tous. Cela doit se faire au niveau belge mais aussi au niveau européen.